

Monsieur le Président de la République,

Les 43 étudiants victimes de disparitions forcées depuis le 26 Septembre n'ont pas encore été retrouvés. Nous vous demandons de prendre toutes les mesures nécessaires pour retrouver ces personnes et assurer leur sécurité sur les plans physique et mental.

Par ailleurs le parquet fédéral n'a fait part d'aucune avancée dans ses enquêtes. Il a pourtant recueilli des éléments attestant une collusion entre des représentants de la municipalité et des groupes criminels avant le 26 septembre.

Nous demandons que le procureur fédéral mène sans délai une enquête approfondie et impartiale sur toutes les atteintes aux droits humains commises dans cette affaire. Nous l'exhortons à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements, y compris tous les fonctionnaires fédéraux et de l'Etat qui n'ont jamais enquêté sur les allégations antérieures de collusion entre des fonctionnaires locaux et des groupes criminels à Iguala.

Enfin un accord a été signé entre votre gouvernement, les familles des étudiants disparus et la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour créer un groupe interdisciplinaire d'experts indépendants, chargé d'évaluer les mesures prises par l'Etat dans cette affaire.

Nous vous incitons à mettre en œuvre rapidement et sans réserve cet accord.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.